

Déclaration de l'assemblée des mouvements sociaux – 4^e Forum social européen

Athènes 7 mai 2006-05-22

Nous, femmes et hommes des mouvements sociaux de toute l'Europe, nous sommes venus à Athènes après des années d'expériences communes, luttant contre la guerre, le néolibéralisme, toutes les formes d'impérialisme, de colonialisme, de racisme, de discrimination et d'exploitation, contre tous les risques d'une catastrophe écologique.

Cette année a vu la victoire significative d'un certain nombre de luttes sociales et de campagnes pour stopper les projets néolibéraux, comme la proposition de traité constitutionnel européen, la directive portuaire de l'Union européenne et le CPE en France.

Les mouvements d'opposition au néolibéralisme se développent et s'affrontent au pouvoir des multinationales, au G8 et aux organisations telles l'OMC, le FMI et la banque mondiale, ainsi qu'aux politiques néolibérales menées par les Etats et l'Union européenne.

Des changements politiques importants se sont réalisés en Amérique Latine et ont ébranlé l'offensive néolibérale, et dans certains pays les mobilisations populaires ont réussi à annuler des processus de privatisation.

La situation actuelle est pleine d'opportunités, mais aussi de dangers importants. L'opposition et la résistance à l'occupation de l'Irak ont révélé l'échec de la stratégie américaine et britannique. Le monde fait maintenant face au danger d'un nouveau cauchemar avec une guerre en Iran. La décision arbitraire de l'UE de couper les fonds à l'Autorité nationale palestinienne est inacceptable et aggrave la situation. L'oppression du peuple Kurde n'est toujours pas réglée.

Des forces conservatrices au Nord et au Sud encouragent un « choc des civilisation » qui a pour but de diviser les peuples opprimés, ce qui engendre une violence inacceptable, la barbarie et des attaques supplémentaires contre les droits et la dignité des migrants et des minorités.

Bien que l'Union européenne soit une des régions les plus riches du monde, des dizaines de millions de personnes vivent dans la pauvreté, soit à cause du chômage de masse, soit à cause de la précarisation du travail. Les politiques de l'UE, basées sur une extension sans fin de la concurrence au sein et en dehors de l'Europe, constituent des attaques contre l'emploi, les travailleurs, les droits sociaux, les services publics, l'éducation, le système de santé... L'UE planifie la baisse des salaires des travailleurs et des allocations chômage, ainsi que la généralisation de la précarité.

Nous rejetons cette Europe néolibérale et toute volonté de relancer un traité constitutionnel qui vient d'être rejeté. Nous luttons pour une autre Europe, féministe, écologique, une Europe ouverte, une Europe de paix, de justice sociale, pour une vie soutenable, la souveraineté alimentaire et la solidarité, le respect des droits des minorités et l'autodétermination des peuples.

Nous condamnons la répression et la criminalisation des mouvements altermondialistes et des autres mouvements progressistes en Europe de l'Ouest et de l'Est. Avec ce FSE d'Athènes, nous avons fait un pas en avant pour une meilleure coordination entre les mouvements de l'Ouest et de l'Est, avec une détermination commune de lutter pour la paix, l'emploi et une existence stable. Nous allons faire avancer notre agenda européen de campagne et de mobilisation sur les questions principales de notre plate-forme commune, développée dans les réseaux du FSE.

Nous avons besoin de coordonner notre travail, de définir une stratégie efficace pour la prochaine période, de renforcer et élargir nos mouvements.

Nous appelons tous les mouvements sociaux européens à ouvrir un large débat afin de décider tous ensemble des prochaines échéances communes dans les prochains mois au sein des structures du processus du FSE.

Certains événements importants sont déjà à l'ordre du jour :

- Nous nous mobiliserons pour un retrait complet des troupes d'Irak et d'Afghanistan, contre la menace d'une nouvelle guerre en Iran, contre l'occupation de la Palestine, pour le désarmement nucléaire, pour l'élimination des bases militaires en Europe et nous appelons à une semaine d'action du 23 au 30 septembre 2006.
- Nous appelons à une journée internationale d'action et de mobilisation le 7 octobre 2006 en Europe et en Afrique, pour une régularisation inconditionnelle des immigrés et des droits égaux pour tous ; pour la fermeture de tous les centres de rétention en Europe, pour stopper les expulsions et les déportations ; contre la précarité et pour supprimer la subordination du titre de séjour au contrat de travail, pour une citoyenneté de résidence.
- Nous nous mobiliserons contre la précarité, contre le démantèlement des services publics et des droits sociaux, coordonnant nos luttes à l'échelle de l'Europe entière dans les prochains mois.

En janvier 2007, le FSM se tiendra à Nairobi. Le développement des mouvements sociaux africains est en enjeu crucial pour le monde. Construire le FSM sera une opportunité de lutter contre l'exploitation imposée par l'Europe et le néocolonialisme

En juin 2007, une réunion du conseil de l'Union européenne et une rencontre du G8 vont se tenir à Rostock en Allemagne, après celle qui va se tenir à Moscou en juillet cette année. Nous nous saisisons de cette opportunité pour construire une convergence de nos luttes.